

Bulletin d'histoire politique

Les partis à la gauche du PQ depuis dix ans

Josiane Lavallée



Volume 13, numéro 3, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055075ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055075ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavallée, J. (2005). Les partis à la gauche du PQ depuis dix ans. *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 249–255. <https://doi.org/10.7202/1055075ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les partis à la gauche du PQ depuis dix ans

JOSIANE LAVALLÉE

Candidate à la maîtrise en histoire Université de Montréal

Il y a dix ans, à l'hiver 1995 naissait un nouveau parti de gauche socialiste et indépendantiste sur la scène politique québécoise. Ce nouveau parti qui aura pour nom le Parti de la démocratie socialiste (P.D.S.) remplaça le Nouveau Parti démocratique du Québec¹. Les membres du NPD-Québec, sa chef Jocelyne Dupuis et son président Paul Rose avaient décidé de modifier le nom du parti dans le but de se démarquer du Nouveau Parti démocratique du Canada jugé trop fédéraliste. Résolument indépendantiste, Paul Rose devient donc le président du P.D.S. en janvier 1995. Durant cette année référendaire, les militants du P.D.S. convaincus de la nécessité d'acquiescer l'indépendance pour construire un Québec socialiste travailleront sur le terrain pour convaincre les Québécois de voter oui au référendum sur la souveraineté du Québec prévu à l'automne 1995 et ce avec pratiquement pas de ressources financières puisque leur demande de faire partie du Comité national du Oui leur avait été refusée par le chef du Parti québécois Jacques Parizeau. Ce dernier voyant d'un mauvais œil la participation au Comité du Oui d'un parti socialiste dirigé par l'ex-felquist Paul Rose. Durant l'été et l'automne, Paul Rose et son frère Jacques sillonneront les régions du Québec avec la caravane du Oui du P.D.S. pour convaincre les Québécois de se doter d'un pays indépendant.

Au lendemain du référendum de 1995, des militants péquistes déçus du départ de Jacques Parizeau et de l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du Parti québécois décidèrent de quitter le parti pour rejoindre le Parti de la démocratie socialiste. Pour ces militants, le Parti québécois n'était plus le défenseur de la social-démocratie et de la cause indépendantiste au Québec. La souveraineté partenariat et le virage néolibéral orchestrés par Lucien Bouchard et son équipe dès 1995 leur avait enlevé toute confiance dans le Parti québécois.

Plusieurs jeunes militants progressistes qui souhaitèrent voir plus de justice sociale et une meilleure répartition de la richesse adhèrent au P.D.S. et décidèrent de promouvoir dorénavant un Québec indépendant, démocratique et socialiste pour contrer les vents du néolibéralisme de plus en plus puissants et destructeurs. Sensibles aux problèmes sociaux qui existaient au Québec et conscients que la politique du gouvernement de Lucien Bouchard allait affecter les travailleurs ainsi que les plus pauvres de notre société, les militants du P.D.S. développèrent un programme pour *Un Québec libre pour tout le monde* où l'on retrouvait des politiques pour le plein emploi et la sécurité du revenu (salaire minimum à 10\$/heure, revenu minimum garanti, fiscalité équitable), pour le développement durable, pour des services sociaux universels (gratuité en santé et en éducation, logements sociaux), pour un Québec indépendant et inclusif, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour un monde libre et solidaire et pour un gouvernement des travailleuses, des travailleurs et du peuple. Adopté lors du Congrès les 16 et 17 novembre 1996 à Québec, ce programme fut soumis à la population québécoise lors des élections provinciales tenues le 30 novembre 1998.

Durant l'année 1997, les militants du PDS ont travaillé à faire connaître le programme du parti dans les milieux étudiant, communautaire et syndical. Le milieu ouvrier non syndiqué a été négligé par les membres du parti qui pour la plupart ne provenaient pas de ce milieu. La majorité des activités organisées par le parti touchaient plus spécialement les étudiants et les travailleurs syndiqués, notamment avec l'organisation de marches d'appuis aux différentes manifestations du mouvement étudiant et syndical face aux politiques du gouvernement de Lucien Bouchard. Notamment, lors de l'adoption de la loi sur le déficit zéro, les militants du PDS ont appuyé toutes les luttes et moyens de pression déployés par les centrales syndicales et le mouvement étudiant.

À la fin de 1997, le PDS a vu naître à ses côtés le Rassemblement pour une alternative progressiste (RAP). Créé en novembre, lors d'une rencontre de militants progressistes au Cégep Maisonneuve en présence du syndicaliste Michel Chartrand et de Paul Cliche, le RAP décide à ses débuts de demeurer un mouvement de contestation à la gauche du Parti québécois et ils reportent à plus tard la création d'un parti de gauche progressiste.

Donc, à l'automne 1998, à la veille des élections provinciales prévues pour le 30 novembre, le PDS demeure le seul parti à gauche du Parti québécois à défendre l'idée d'indépendance du Québec, puisque le Parti communiste du Québec (PCQ) reconnaissait seulement le droit à l'autodétermination du peuple québécois sans prôner l'indépendance du Québec. Lors de ce premier test électoral, le PDS décide donc de présenter 97 candidats à l'échelle du

Québec dans l'espoir de dépasser la barre fatidique du 1 % et dans le but de s'assurer d'une certaine visibilité à travers le Québec. Tout au long de la campagne électorale, les candidats sous la bannière du PDS vont tenter de percer les médias mais sans grand succès. Par conséquent, le soir du 30 novembre 1998, les membres du PDS sont forcés d'admettre qu'ils ont échoué en récoltant seulement 0,59 % des suffrages avec 24 097 votes. Le Parti communiste quant à lui récoltait seulement 0,05 % des suffrages avec 2 113 votes.

Au lendemain de ce premier rendez-vous électoral, la majorité des membres du PDS prennent conscience qu'il sera difficile, voire impossible, de continuer à militer à la marge du Parti québécois sans un élargissement de la gauche québécoise. La nécessité d'unir les forces de gauche commence à germer dans la tête de plusieurs militants de l'époque. Pendant ce temps, la majorité des membres du RAP ne sont pas encore enclins à la transformation de leur mouvement en parti. Les ex-militants péquistes au sein du RAP hésitent encore à couper officiellement les ponts avec le Parti québécois. Il faudra attendre deux ans pour voir naître officiellement le Rassemblement pour une alternative progressiste en parti. En conséquence, en novembre 2000, les membres du RAP en Congrès fondent un tout nouveau parti de gauche aux côtés du P.D.S. Dès ce moment, commencent les pourparlers pour la fusion des partis de gauche du Québec. Le RAP, le PDS et le PCQ entament les négociations en vue de la création d'une Union des forces de gauche.

Au même moment, une élection partielle s'annonce dans le comté de Mercier à Montréal à la suite du départ du député Robert Perreault. Cette élection dans Mercier, comté à forte majorité indépendantiste et progressiste, sera l'occasion pour la gauche de démontrer sa capacité à s'unir pour convaincre l'électorat québécois de voter pour un parti à la gauche du P.Q. C'est l'ancien syndicaliste Paul Cliche qui décide de briguer l'investiture comme candidat indépendant pour l'Union de la gauche. Certains membres du RAP auraient préféré que Cliche se présente sous la bannière du RAP. Toutefois, pour Paul Cliche, il était évident que la gauche avait tout à gagner à présenter un seul candidat qui représenterait les différentes composantes de la gauche québécoise. Donc, après un moment de contestation de la part de quelques membres du RAP de la région de Montréal, la candidature de Paul Cliche comme candidat indépendant pour l'Union de la gauche est officiellement annoncée lors d'une conférence de presse tenue au Théâtre la Licorne le 31 janvier 2001.

Outre l'appui du PDS, du RAP et du PCQ, Paul Cliche reçoit dès le début de la campagne électorale l'appui du Parti vert du Québec, du Conseil central de la région métropolitaine de Montréal (CSN), du Syndicat des cols bleus de Montréal et puis de la Chaire d'Études socio-économiques de

l'UQAM. Pendant les cinq semaines de la campagne électorale, Paul Cliche et son équipe ont multiplié les activités politiques pour rejoindre l'ensemble des électeurs du comté, dont une Assemblée publique tenue le 17 mars au Resto Plateau pour présenter la plate-forme électorale pour l'Union de la gauche dans Mercier. À l'intérieur de cette plate-forme politique, Paul Cliche s'engageait au niveau local à mettre sur pied un Conseil des citoyens de Mercier pour assurer une meilleure communication entre le député et la population, un système de santé aux services des citoyens du quartier avec le rétablissement des services de premières lignes dans les deux C.L.S.C. du comté. Il s'engageait aussi à travailler pour que tous et toutes aient droit à un logement à prix raisonnable pour mettre fin à l'exode des familles et des moins fortunés dans Mercier. Déposé dans chaque foyer du comté, ce document, qui expliquait aussi les différentes politiques préconisées par la gauche québécoise au niveau national, aura permis de faire connaître à la population du comté cette nouvelle option sur l'échiquier politique du Québec.

Le 9 avril 2001, à la grande surprise des analystes politiques, les électeurs de Mercier votèrent à 24,2 % pour le candidat Paul Cliche. Ce n'était toutefois pas suffisant pour l'Union de la gauche qui dut concéder la victoire à la candidate libérale Nathalie Rochefort qui prenait le comté au Parti québécois. Ce dernier perdait son château fort qu'avait été Mercier depuis l'élection de Gérald Godin le 15 novembre 1976. Confiants, à la suite de ce succès électoral, les trois partis de gauche (PDS, RAP, PCQ) à l'origine de l'Union des forces progressistes intensifièrent les négociations et s'entendirent pour mettre en commun leur programme et leur plate-forme en vue d'une Union des trois partis.

À partir du mois d'avril 2001 jusqu'en juin 2002, les pourparlers entre les trois partis devaient aboutir à une entente pour la création d'un nouveau parti de gauche à l'intérieur duquel le droit de tendance, permettant à des personnes ou à des groupes de promouvoir des orientations spécifiques compatibles avec la plate-forme et les statuts de l'UFP, serait reconnu et respecté. Par conséquent, le PCQ a pu continuer d'exister en tant qu'entité politique à l'intérieur de l'UFP. Par contre, lors des élections provinciales de 2003, le PCQ perdait officiellement son accréditation auprès du Directeur général des élections du Québec le 29 mars 2003 n'ayant pas présenté les 20 candidats nécessaires pour maintenir son statut de parti officiel. Pour ne pas nuire aux candidats de l'UFP lors des élections du 14 avril 2003, le PCQ a accepté de perdre son statut de parti officiel. Néanmoins, ses membres continuent d'intervenir au sein de l'UFP et influencent ses politiques.

Mais revenons à la naissance de l'UFP qui s'est concrétisée en juin 2002 lors du congrès de fondation qui s'est déroulée à Montréal les 15 et 16 juin au

Centre Saint-Pierre. La première journée du Congrès fut réservée à l'adoption des résolutions pour les statuts de l'UFP, tandis que la deuxième journée fut consacrée à la discussion et à l'adoption de la plate-forme politique. En ce qui a trait à cette discussion, la question nationale fut sans aucun doute le point de la plate-forme le plus longuement débattu lors de ce Congrès de fondation de l'UFP. D'un côté, il y avait la proposition du Parti de la démocratie socialiste qui se lisait comme suit :

Pour libérer le peuple québécois de l'exploitation des transnationales et de l'oppression fédéraliste, l'UFP lutte pour l'indépendance du Québec et le rejet des traités de libre échange tels l'ALÉNA et la ZLÉA. Pour l'UFP, libération sociale et nationale sont indissociablement liées. Dans le même esprit, nous reconnaissons le droit à l'autodétermination des peuples aborigènes jusqu'à et y compris l'indépendance.

De l'autre côté, nous retrouvons la proposition du RAP-PCQ puisque les deux partis politiques avaient préalablement travaillé ensemble à la rédaction de leur cahier commun de résolutions en vue du Congrès de fondation. Leur proposition sur la question nationale était beaucoup plus modérée que celle du PDS et se lisait comme suit :

1. Que le Québec organise l'élection d'une Assemblée constituante chargée de rédiger et de proposer au peuple, par référendum, une Constitution pour un Québec progressiste, républicain et démocratique ; l'UFP affirme la légitimité de la lutte pour l'indépendance nationale ainsi que la promotion active de cette lutte, en favorisant l'émancipation sociale, l'équité et la justice sociale pour tous et pour toutes. L'indépendance n'est pas une fin en soi pour ceux et celles qui en font la promotion, mais un moyen pour réaliser notre projet de société. La souveraineté populaire s'exercera par la création de l'Assemblée constituante. 2. L'UFP appuie une conception moderne de la nation, définie comme étant la communauté humaine vivant au Québec, ayant le français comme langue officielle de communication dans les institutions et au travail, partageant un ensemble de lois et conventions sociales, et riche de sa diversité culturelle.

Finalement, après un amendement qui consistait à écrire que « l'UFP propose l'indépendance nationale » plutôt que « L'UFP affirme la légitimité de la lutte pour l'indépendance nationale ainsi que la promotion active de cette lutte », les membres présents votèrent en faveur de la proposition amendée du RAP-PCQ. L'UFP allait être un parti indépendantiste mais sans en faire activement la promotion. Comme à cette époque, le débat sur la question nationale demeure encore aujourd'hui un sujet chaud à l'intérieur de la gauche québécoise.

Le 1er novembre 2002, l'UFP reçut du Directeur général des élections son statut de parti officiel. Durant l'automne, les membres de l'UFP se préparèrent pour les élections provinciales qui eurent lieu le 14 avril 2003. Les dirigeants de l'UFP décidèrent de concentrer la campagne électorale dans certains comtés à Montréal comme Mercier, Gouin, Rosemont, Sainte-Marie-Saint-Jacques et Outremont jugés plus favorables aux idées de la gauche. Dans Mercier, le Dr. Amir Khadir fit bonne figure en récoltant 17,9 % des suffrages. Le soir du 14 avril, les 74 candidats de l'UFP récoltèrent 1,1 % des votes à l'échelle du Québec, les membres se réjouirent de voir leur parti dépasser finalement la barre fatidique du 1 % qui permettait à l'UFP de se faire rembourser 50 % de ses dépenses électorales par le Directeur général des élections et d'être reconnu comme quatrième parti en importance sur la scène politique québécoise après le PLQ, le PQ et l'ADQ. Dorénavant, les médias ne pourraient plus ignorer l'UFP dans leur analyse politique. Ce modeste résultat électoral assurait néanmoins à l'UFP une certaine crédibilité pour l'avenir.

À l'hiver 2003, juste avant la campagne électorale, *D'abord Solidaires*, un regroupement issu du mouvement communautaire, naissait dans le but de dénoncer les politiques néolibérales du PLQ, de l'ADQ et du PQ. À la tête de ce mouvement, Françoise David voulait avant tout conscientiser la population québécoise face aux effets néfastes que les politiques des gouvernements de Lucien Bouchard et de Bernard Landry avaient eu sur les travailleurs, les femmes, les étudiants, les chômeurs et les assistés sociaux du Québec. Avec *D'abord Solidaires*, Françoise David tenait aussi à informer les électeurs en leur présentant les différents programmes des trois principaux partis (PLQ, PQ, ADQ) ayant des politiques néo-libérales tout en les mettant en garde de voter pour un de ces partis. Un an plus tard, les principaux leaders de *D'abord Solidaires* dont Françoise David et François Saillant décidèrent de fonder en mai 2004 le mouvement Option citoyenne en vue de la fondation d'un nouveau parti de gauche féministe, écologiste et altermondialiste pour 2005. Au sujet de la question nationale, les membres d'Option citoyenne ont préféré attendre et effectuer le débat sur la question nationale avant de se prononcer à savoir s'ils vont promouvoir l'indépendance du Québec et inscrire ce projet dans leur programme politique à venir.

Pendant ce temps, depuis novembre 2004, l'exécutif d'Option citoyenne a débuté les négociations avec l'exécutif national de l'UFP dans l'éventualité d'une fusion entre les deux organisations politiques pour la création d'un parti de gauche unifié au Québec. Encore à ce jour, le point qui pourrait compromettre la fusion de l'UFP avec Option citoyenne demeure la question nationale, car la majorité des membres de l'UFP qui sont pour l'indépendance du Québec refuseront de se joindre au mouvement de Françoise

David tant et aussi longtemps que les membres d'Option citoyenne n'auront pas pris clairement position pour l'indépendance du Québec.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. À partir de 1995, le NPD-Québec disparaît de la scène politique québécoise. À ce jour, seul la section-Québec du NPD-Canada continue d'exister au fédéral.